La Folie de l'Aggression : Pourquoi l'Europe a Abandonné la Doctrine de Sécurité Commune

Par Frank , 29 août 2026

La Folie de l'Aggression : Pourquoi l'Europe a Abandonné la Doctrine de Sécurité Commune



Par Frank Dumon : La Voie vers une Nouvelle Paix Westphalienne

L'Europe se trouve à un tournant historique, poussée par une élite politique qui dirige le continent directement vers les baïonnettes d'une guerre à grande échelle. Alors que des milliers d'Ukrainiens et de Russes perdent la vie chaque mois, le récit des médias grand public est réduit à une rhétorique simpliste, moralement manichéenne. Le paradigme dominant est celui de la « dissuasion » – un concept qui se traduit en pratique par une pure confrontation. Dans une analyse récente et éclairante, le commodore de la marine britannique à la retraite Steve Jermy et l'analyste suisse Pascal Lottaz discutent de la nécessité d'un nouvel « Esprit de Westphalie » pour mettre fin à la guerre OTAN-Russie. Leur diagnostic est incisif, mais la solution exige une rupture fondamentale avec la pensée transatlantique actuelle.

Cet article s'appuie sur leurs conclusions, complétées par un contexte historique et une analyse géopolitique, pour mettre en lumière six thèmes cruciaux : la trahison de la sécurité coopérative, la nouvelle réalité de la guerre aérienne, la crise énergétique comme conséquence de l'escalade, les voies pratiques vers la diplomatie, le rôle indispensable de la neutralité et de l'OSCE, et la question de savoir qui peut réellement lancer ce processus de paix. C'est un plaidoyer pour la sobriété stratégique en temps de folie collective.

Pourquoi l'Europe a Abandonné la Sécurité Coopérative

Pour résoudre un conflit, un diagnostic correct de ses causes est indispensable. Le consensus parmi les analystes stratégiques indépendants, et malheureusement aussi parmi un nombre croissant d'observateurs historiques, est que la guerre actuelle n'est pas sortie de nulle part. Elle est le résultat direct et prévisible de décennies d'expansion de l'OTAN vers l'est, en violation flagrante des garanties verbales et écrites données à l'Union soviétique, puis à la Russie, à la fin de la guerre froide.

L'Europe ne l'a pas fait par accident ; c'est le résultat d'une forme de « somnambulisme » collectif. Alors que l'OTAN se déplaçait vers les frontières russes, l'opinion publique européenne était distraite par d'autres crises, de l'Afghanistan au débat climatique émergent. Les gouvernements et les médias ont réussi à ignorer ou à minimiser les avertissements répétés et clairs de Moscou. Lorsque la réponse de la Russie à l'escalade dans le Donbass est finalement venue, la réaction de l'Occident n'a pas été de retourner à la planche à dessin pour une analyse diplomatique, mais de passer immédiatement à une économie de guerre et à une culture de la confrontation.

Cela marque une rupture tragique avec le principe de sécurité coopérative, qui fut autrefois la pierre angulaire de l'architecture européenne après la Seconde Guerre mondiale, et qui atteignit son apogée dans l'Acte final d'Helsinki de 1975. Le principe était simple mais puissant : la sécurité est indivisible. La sécurité de l'un ne doit pas être obtenue au détriment de la sécurité de l'autre. Si vous êtes en sécurité, je suis en sécurité. Cela exigeait un respect mutuel et la reconnaissance des intérêts de sécurité légitimes.

Aujourd'hui, ce principe a été remplacé par ce que l'on pourrait appeler un « culte de la dissuasion ». Les médias et une grande partie de la classe politique sont enfermés dans une cage idéologique où toute forme de dialogue avec la Russie est rejetée comme de l'apaisement, et où Poutine est présenté comme un tyran indigne avec qui

négocier est impossible. Cette rationalisation empêche de faire face aux faits. C'est une dynamique dangereuse que nous connaissons dans l'histoire : une fois qu'une société est prise dans un culte de la guerre, chaque revers est vu non comme une raison de changer de cap, mais comme une raison d'augmenter les enjeux. C'est la logique qui a conduit aux « 100 millions de martyrs » du Japon militariste en 1945. L'Europe doit être réveillée de ce sommeil idéologique avant que les conséquences ne deviennent irréversibles.

Défense Aérienne, Drones et la Nouvelle Réalité de la Guerre des Missiles

L'une des réalités les plus troublantes, mais rarement discutées, de ce conflit est le changement fondamental dans la stratégie militaire. Le concept de « supériorité aérienne », tenu pour acquis par l'Occident depuis la guerre du Golfe de 1991, est devenu une illusion. La réalité technologique du champ de bataille en Ukraine, et les développements récents au Moyen-Orient, montrent que l'espace aérien est devenu le domaine d'où l'adversaire peut frapper à tout moment.

Comme le note à juste titre Steve Jermy, fort de sa vaste expérience en tant que commandant de navires militaires avancés, deux facteurs critiques entrent en jeu. Premièrement, les systèmes de défense occidentaux ne sont actuellement pas en mesure d'intercepter de manière fiable la dernière génération de missiles conventionnels et hypersoniques, comme ceux déployés par la Russie, l'Iran et la Chine. Deuxièmement, il ne s'agit pas seulement des missiles eux-mêmes, mais de l'écosystème qui les entoure : radar, détection et allocation de cibles.

De plus, il y a le facteur de l'échelle et de la saturation. La production de masse de drones, combinée aux missiles conventionnels et hypersoniques, signifie que tout système de défense aérienne en Occident peut être submergé. Jermy utilise l'analogie frappante du vieux jeu d'arcade « Space Invaders » : autrefois, un ou deux objets venaient du ciel, que l'on pouvait abattre. Imaginez maintenant qu'il y en ait des centaines, voire des milliers, qui descendent simultanément. Telle est la réalité de la défense aérienne moderne. La Russie, la Chine et l'Iran ont une avance d'au moins cinq à dix ans sur l'Occident, simplement parce qu'ils ont pris cette menace au sérieux et ont orienté leur industrie en conséquence, tandis que l'Occident a passé des décennies à s'engager dans des conflits asymétriques contre des acteurs non étatiques.

Cela a une implication directe et existentielle pour l'Europe. Alors que les pays E3 (France, Allemagne, Royaume-Uni) fournissent des drones et des missiles de plus en plus avancés pour frapper en profondeur sur le territoire russe, l'Europe elle-même est « nue » et sans défense. Nous ne pouvons pas protéger les villes ukrainiennes des frappes aériennes russes ; comment alors pourrions-nous défendre nos propres villes, ports et infrastructures énergétiques contre une frappe de représailles ? L'idée qu'une frappe de missile hypersonique sur Rotterdam, Southampton ou Milford Haven n'aurait pas de conséquences catastrophiques est une dangereuse auto-illusion. Même sans armes nucléaires, la destruction des infrastructures critiques entraînerait un effondrement lent, mais tout aussi mortel, de la société.

Sécurité Énergétique et la Nécessité de la Diplomatie

La vulnérabilité militaire de l'Europe se reflète directement dans son suicide économique et énergétique. Il existe une corrélation directe et indéniable entre les politiques d'escalade des gouvernements européens et la crise persistante du coût de la vie. En sanctionnant le pétrole et le gaz russes, l'Europe s'est volontairement privée des sources d'énergie les plus fiables et les moins chères du continent.

Les conséquences sont désormais douloureusement visibles. La fermeture du détroit d'Ormuz due aux tensions avec l'Iran, combinée à la perturbation des produits raffinés russes comme le diesel et le kérosène, fait grimper structurellement les prix de l'énergie. Les gouvernements européens font comme si c'était le résultat de forces de marché externes, mais la vérité est que leur propre politique étrangère est le moteur principal de cette inflation.

Ce n'est pas un hasard ; c'est le résultat direct d'une politique qui place l'idéologie géopolitique au-dessus du bien-être de sa propre population. Si la hausse des prix de l'énergie se poursuit, et tous les indicateurs vont dans ce sens, cela plongera les économies européennes dans une récession profonde. Et dans cette récession, la demande publique changera. Le choix ne portera plus sur des idéaux géopolitiques abstraits, mais sur l'arbitrage classique entre « canons ou beurre ». Lorsque la population sera confrontée à des foyers froids, des entreprises en faillite et un État-providence en effondrement, le soutien au financement d'une guerre impossible à gagner s'évaporera rapidement. La diplomatie n'est donc pas seulement une nécessité morale ou stratégique ; c'est une stratégie de survie économique absolue pour l'Europe.

Neutralité, l'OSCE et la Levée des Sanctions

Dans un monde dominé par la politique des blocs, la neutralité est souvent rejetée à tort comme une lâcheté ou un échec moral. Rien n'est plus faux. La neutralité est un choix stratégique actif visant à garantir la sécurité de son propre pays en ne se laissant pas entraîner dans les conflits des grandes puissances. C'est la reconnaissance que la sécurité du voisin contribue à sa propre sécurité, plutôt que de la menacer.

Le cadre institutionnel qui peut le mieux faciliter cela est malheureusement tombé dans l'oubli : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Basée à Vienne et comptant la Russie comme État membre, l'OSCE est la seule plateforme de sécurité paneuropéenne conçue pour la coopération plutôt que pour la confrontation. Bien que l'organisation ait été vidée de sa substance par la domination occidentale ces dernières années, sa structure reste la seule base réaliste pour des mesures de confiance en Ukraine. La Russie n'acceptera jamais de troupes ou d'observateurs de l'OTAN dans un futur arrangement de sécurité, mais les États membres de l'OSCE non membres de l'OTAN pourraient constituer un tampon neutre acceptable.

Une étape cruciale et immédiate dans ce processus doit être l'annulation des sanctions économiques contre la Russie. Les sanctions se sont avérées dans ce cas une arme contondante et contre-productive. Elles n'ont pas renversé la Russie, mais ont forcé l'économie russe à se réorienter vers l'Asie, tout en affaiblissant l'industrie européenne. La levée des sanctions serait un signal puissant et concret de bonne volonté de la part européenne. Elle stabiliserait les prix de l'énergie, rétablirait les chaînes d'approvisionnement et ouvrirait la porte à la reconstruction d'une confiance économique mutuelle. C'est une étape que l'Europe peut franchir intellectuellement et politiquement, indépendamment des souhaits de Washington.

Comment les Négociations de Paix Peuvent Commencer

Comment lancer ce processus ? L'approche actuelle de l'Occident est une farce diplomatique. Organiser des « conférences de paix » auxquelles la Russie, la principale partie au conflit, n'est pas invitée, témoigne d'une incompétence du plus haut niveau. La paix ne peut être imposée à une partie qui n'est pas à la table ; elle doit être négociée.

La voie à suivre commence par ce que l'on appelle dans les cercles diplomatiques la diplomatie « Track II ». Il s'agit de dialogues informels et non officiels entre des citoyens influents, d'anciens diplomates, des experts militaires et des universitaires. Bien que ces conversations n'aient pas de force contraignante, elles sont essentielles pour maintenir les canaux ouverts, clarifier les lignes rouges et jeter les bases de négociations formelles.

Des indices suggèrent que de tels pourparlers ont déjà lieu. Récemment, il est apparu que le Center for Humanitarian Dialogue a facilité des pourparlers entre des représentants des pays E3 et la Russie. Bien que la réponse russe ait été apparemment froide – compréhensible compte tenu de la confiance brisée après les accords de Minsk et la rhétorique hostile persistante de l'Occident – le simple fait que la conversation ait lieu est un signe d'espoir. Des personnalités du calibre d'anciens ambassadeurs, comme Ian Prosser, peuvent jouer un rôle crucial dans le rétablissement d'un niveau minimal de communication professionnelle.

Le cœur de ces pourparlers Track II doit être l'écoute. L'Occident doit enfin cesser de projeter son propre récit et commencer à comprendre comment la Russie perçoit la situation. Cela ne signifie pas être d'accord avec tout, mais reconnaître les préoccupations de sécurité légitimes d'un pays voisin comme un fait qui doit être pris en compte dans l'équation. Sans cette reconnaissance, toute « garantie de sécurité » proposée pour l'Ukraine est sans valeur, comme l'histoire du Mémorandum de Budapest l'a malheureusement démontré. La seule garantie de sécurité réaliste à long terme pour l'Ukraine est un statut de neutralité internationale garanti.

Qui Peut Lancer un Nouveau Processus de Paix ?

Cela nous amène à la question la plus difficile : qui a la volonté politique et l'indépendance pour mener ce processus ? Malheureusement, la réponse est que la couche dirigeante actuelle de l'Union européenne et de l'OTAN est structurellement incapable de le faire. De nombreux politiciens européens sont pris dans un réseau transatlantique d'intérêts établis. La « porte tournante » entre les fonctions politiques, les postes à l'OTAN et les mandats d'administrateur dans de grandes institutions financières comme BlackRock fait que la loyauté de ces élites va souvent davantage au projet transatlantique qu'au bien-être du citoyen européen.



Tant que les dirigeants européens croiront que leur survie politique dépend de l'affichage de « force » contre la Russie, aucune initiative ne

viendra de Bruxelles, Londres ou Berlin. L'impulsion doit donc venir d'ailleurs. Nous avons besoin d'un acteur indépendant et neutre, non alourdi par le bagage historique de la guerre froide ou la dynamique actuelle de l'OTAN.

Plusieurs possibilités existent. Premièrement, les pays du Sud global, qui ne sont pas impliqués dans ce conflit, pourraient jouer un rôle de médiation. Des pays comme la Chine, le Brésil ou même la Mongolie ont la crédibilité diplomatique et les relations avec les deux parties pour lancer une invitation au dialogue. La Chine, en particulier, entretient des liens économiques et stratégiques avec la Russie et l'Ukraine et a appelé à plusieurs reprises à une solution politique.

Deuxièmement, des villes européennes neutres, comme Vienne (sous les auspices de l'OSCE) ou Tbilissi en Géorgie, pourraient servir de lieux physiques pour une nouvelle conférence de paix. Tbilissi a récemment prouvé qu'elle pouvait offrir un environnement ouvert et pragmatique pour le dialogue entre l'Est et l'Ouest, exempt des préjugés idéologiques qui caractérisent les capitales d'Europe occidentale.

En fin de compte, le facteur décisif ne viendra pas d'en haut, mais d'en bas. Un mouvement de paix massif est nécessaire en Ukraine, en Russie et, crucialement, en Occident. Tant que la population européenne restera passive et acceptera la rhétorique de guerre des médias, les politiciens ne verront aucune raison de changer de cap. Mais une fois que la douleur économique de la crise énergétique et la réalité de l'impasse militaire deviendront incontournables, la pression publique augmentera. Il incombe aux médias indépendants, aux intellectuels et aux citoyens de créer cette prise de conscience. Nous devons continuer à poser la question : sommes-nous prêts à sacrifier des dizaines de milliers de nos propres jeunes, et à détruire notre propre économie, pour une guerre fondée sur une erreur stratégique fondamentale ?

Conclusion : Un Appel à la Sobriété Stratégique

La route vers la paix n'est pas facile, mais la route de l'escalade actuelle mène garantie à l'abîme. S'accrocher au paradigme de la dissuasion n'est pas un signe de force, mais un manque d'imagination stratégique. C'est une politique héritée d'une époque révolue et totalement incompatible avec la réalité technologique et géopolitique du XXIe siècle.

L'Europe doit trouver le courage de définir ses propres intérêts, indépendamment des agendas impériaux des puissances extérieures. Cela signifie embrasser la sécurité coopérative, rétablir le dialogue par l'intermédiaire de l'OSCE, mettre fin aux sanctions autodestructrices et prendre au sérieux les solutions diplomatiques proposées par les parties neutres. Un nouvel « Esprit de Westphalie » n'est pas seulement un romantisme historique ; c'est le seul plan rationnel pour la survie d'une

Europe paisible et prospère. Le moment de choisir entre les canons et le beurre est arrivé. Espérons que la sagesse prévaudra.